

Aung San Suu Kyi et le casse-tête des sanctions

Alors que le débat agite la Birmanie, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), de l'opposante Aung San Suu Kyi, recommande le maintien de sanctions internationales «ciblées» contre la junte birmane. Elle préconise une réflexion internationale sur la question.

Marie Desnos - Parismatch.com

À première vue, cette annonce peut surprendre. La Ligue nationale pour la démocratie (LND), parti de la célèbre opposante birmane Aung San Suu Kyi, a préconisé lundi le maintien des sanctions occidentales infligées à la junte au pouvoir. «Nous sommes arrivés à la conclusion que les sanctions affectent seulement les membres dirigeants du régime et les entreprises qui leurs sont associées, pas la majorité de la population», note Tin Oo, vice-président de la LND. «Les preuves disponibles indiquent que les conditions économiques à l'intérieur du pays n'ont pas été notablement touchées par les sanctions», poursuit le parti dans un communiqué. Toutefois, la Ligue de l'opposante et Prix Nobel de la Paix prône non pas un statu quo pur et simple, mais «des discussions avec les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et l'Australie en vue d'un accord sur quand, comment et dans quelles circonstances les sanctions pourraient être modifiées dans l'intérêt de la démocratie, des droits de l'Homme et d'un contexte économique sain.» «Une étude et analyse des conséquences des sanctions par une équipe de professionnels respectés seraient bénéfiques à de telles discussions», insiste-t-elle. Autrement dit, le parti de Suu Kyi souhaite réfléchir avec les pays occidentaux à la manière dont ces sanctions pourraient être modifiées en vue de servir la démocratie, et d'aboutir dans ce domaine à une politique internationale «coordonnée avec sagesse et appliquée avec cohérence». Leur condition sine qua non reste donc l'amélioration des droits humains -qui passe notamment par la libération de l'ensemble des prisonniers politiques, une exigence d'ailleurs inscrite dans le Burmese Freedom and Democracy Act de 2003, qui régit une partie des sanctions américaines. Cette recommandation va pourtant à l'encontre de nombre d'avis d'observateurs internationaux, qui estiment au contraire que ces sanctions n'ont pas les effets contraignants escomptés sur les dirigeants, tandis qu'elles affaiblissent un pays qui aurait plutôt besoin de s'ouvrir sur le monde. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie fait partie, avait ainsi plaidé à la mi-janvier, pour la levée de l'embargo que les Etats-Unis imposent au régime depuis plus de dix ans, mais aussi celui de l'Union européenne -qui a pris des sanctions après la sévère répression de 2007 contre la révolte des moines bouddhistes. L'organisation régionale estime que la libération d'Aung San Suu Kyi, le 13 novembre dernier, et la tenue d'élections législatives en novembre dernier, les premières en vingt ans -bien qu'accusées d'irrégularités massives-, justifient cette évolution. D'autres experts soulignent en outre que ces mesures coercitives ont un effet pervers: le rapprochement du Myanmar -nom officiel du pays depuis 1989, non-reconnu par les opposants au régime- avec des pays comme la Thaïlande mais surtout la Chine.

Aung San Suu Kyi y réfléchit

«Il suffit de regarder une carte, expliquait récemment l'historien Thant Myint-U au site américain Guernica. Le pays se trouve juste entre l'Inde et la Chine. Et entre la Chine et l'océan Indien. Cette position devrait constituer un énorme atout. Or, en étant soumise aux sanctions occidentales et privée d'accès à l'aide au développement ainsi qu'aux marchés, aux connaissances et aux capitaux occidentaux, la Birmanie, qui sort de plusieurs décennies d'isolement volontaire, est en passe de devenir un simple fournisseur de matières premières pour la Chine, ce qui a de terribles conséquences pour l'environnement local et pour nombre d'habitants.» Au bout du compte, au lieu de faire flancher la junte, ces sanctions ont finalement «sapé le développement de la classe moyenne, sur laquelle pourrait s'appuyer une transition démocratique durable», analyse Thant Myint-U. Selon lui, «la réponse réside dans la promotion des réformes économiques adaptées et dans la suppression de toutes les barrières qui séparent la Birmanie (ses habitants aussi bien que ses dirigeants) du monde extérieur.»

De son côté, celle qui est surnommée «la Dame de Rangoun», âgée de 65 ans, reste assez floue sur la question. Si elle avait semblé plutôt en faveur de la levée de ces restrictions, à sa libération, elle s'était toutefois montrée plus mesurée dans une interview à Paris Match <http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Aung-San-Suu-Kyi-Birmanie-Rangoon-234327/> quelques temps après. «Nous devons réexaminer notre position sur cette question, regarder si les sanctions ont un véritable impact, avait estimé la fille du père de l'indépendance. Je pense qu'elles ont un impact politique, et qu'elles pourraient avoir aussi un impact commercial, mais des organisations internationales comme le FMI (Fonds monétaire international, ndlr) ont déclaré, dans un récent rapport, que les conséquences économiques de ces sanctions n'avaient qu'un effet minimum. Elles n'affectent pas vraiment la vie quotidienne des Birmans», a-t-elle ajouté, laissant envisager un éventuel maintien. «Certains prétendent pourtant que des milliers de travailleurs auraient perdu leur travail... Nous devons nous pencher là-dessus», a-t-elle simplement conclu, avant de rappeler: «Ce n'est pas nous qui avons imposé ni même proposé les sanctions, mais nous les avons approuvées d'un point de vue politique».